

Patrick Imam, Représentant résident du FMI CE NE SONT ENCORE QUE DES PROMESSES D'ENGAGEMENT

Votre commentaire sur les financements et investissements annoncés lors de la CBI.

Dans l'ensemble, je dirais que les financements annoncés sont un reflet des efforts que les autorités malgaches ont consentis jusqu'ici et qui commencent à porter leurs fruits. Sans contester, toutes ces annonces traduisent une confiance renouvelée, aussi bien des PTFs que des investisseurs, à l'endroit des autorités Malgasy. Et que si elles se matérialisent, elles constitueront une grande opportunité pour le pays de faire un bond sur le plan économique et social.

Toutefois, il faut retenir qu'à ce stade, ce ne sont encore que des promesses d'engagement. Pour les traduire en décaissement effectif, les autorités se doivent de poursuivre les réformes entreprises jusqu'ici de façon à consolider les acquis et à adresser les problèmes restants. Et cela nécessite à la fois une forte volonté politique de poursuivre les réformes mais aussi de solides institutions capables d'absorber l'important flux financier à venir. D'autant plus qu'avec l'annonce de telles importantes aides, la population s'attend également à des résultats palpables qui se ressentent sur le quotidien.

Si l'on s'en tient aux promesses d'appui financier obtenues, on peut dire que la CBI a été un succès. Plusieurs facteurs sont à l'origine de ce succès mais le plus important étant une crédibilité améliorée des autorités. Crédibilité qui résulte notamment des efforts qui ont été fournis ces dernières années qui ont permis d'avancer sur plusieurs fronts importants. Crédibilité qui a encouragé les PTFs, et en particulier le Fonds Monétaire International, à accorder aux autorités leurs confiances, à travers la signature de différent accord de financement, dont la Facilité Elargie de Crédits. Ce programme conclu avec le FMI a été un atout important en jouant un rôle catalytique dans la mobilisation des aides des autres partenaires.

Quels sont les impacts sur l'économie du pays et éventuellement la politique monétaire ?

Si les promesses se concrétisent tels qu'annoncés, le pays aura à faire face à un afflux important d'aides extérieures mais également à des investissements directs étrangers. Si on s'en tient au programme des autorités, ces afflux serviront essentiellement à financer des projets d'investissements structurants qui auront des impacts indéniables sur la croissance économique du pays, et donc sur l'accroissement des revenus et par la suite sur la réduction de la pauvreté.

Il est sans conteste qu'un flux important de financement aura des effets positifs sur l'économie s'il est bien géré. Toutefois, il créera également certaines tensions que les autorités se doivent de bien gérer de façon à en tirer le maximum d'effets bénéfiques, notamment sur le taux de change qui risque de s'apprécier en terme réels avec le risque de perte de compétitivité des exportations du pays. Afin de limiter ces tensions, la politique monétaire a un important rôle à jouer. Elle se doit d'être assez flexible de manière à pouvoir absorber l'excès de liquidité générée par le flux important de devises et de stériliser ses effets sur l'économie.

Pour ce qui est des prévisions de croissance économique, nous l'avons estimé annuellement à 5% à partir de 2018 dans le scénario de base. Comme ce scénario

ne tient pas encore en compte les récentes annonces faites par les partenaires dans le cadre de la CBI, une revue à la hausse de cette prévision sera certainement probable notamment si les financements additionnels obtenus serviront à financer des projets d'investissements tels que prévus. Cependant, il est encore difficile de se projeter sur la magnitude vue que cette dernière dépendra surtout des montants qui seront consacrés aux investissements chaque année.

Quelles sont les réformes que Madagascar doit engager sans attendre ?

Je citerais, entre autres, l'accroissement graduelle des recettes de l'Etat et l'amélioration de la composition des dépenses publiques, qui ont permis à l'Etat de créer des espaces budgétaires supplémentaires pour des dépenses beaucoup plus efficaces et efficientes comme les dépenses d'infrastructures et les dépenses sociales. Il y a également les efforts qui ont démarré pour assainir les entreprises publiques et aussi instaurer la bonne gouvernance.

Cependant, de nombreux défis restent encore à relever, notamment ceux qui sont destinés à instaurer la bonne gouvernance et à réduire la corruption qui minent le bon fonctionnement de l'administration. Les efforts pour réformer la JIRAMA, réduire la corruption et mettre en place un climat des affaires beaucoup plus propice restent clés. Les réformes menées à ce jour méritent aussi d'être consolidées, notamment ceux pour essayer de mobiliser plus de ressources internes et de dépenser mieux et plus dans les domaines qui contribueront à une réduction significative de la pauvreté.

Quels sont les risques ? Comment les éviter ?

Bien que les autorités ne puissent pas les maîtriser tous, notamment le fait que le pays est fortement exposé aux aléas climatiques, ou que la croissance mondiale est assez morose, il y a certains risques sur lesquels elles peuvent travailler. Il y a, par exemple, les risques liés à l'instabilité politique qui restent encore pour le moment prépondérants. Un risque important, sur lequel les autorités peuvent aussi faire des efforts, est le risque de ralentissement dans la mise en œuvre des agendas de réformes, notamment dans le domaine de la gouvernance et de la JIRAMA. Cependant, tout cela peut être réduit par un fort engagement politique de la part des autorités. Et ce, afin de mener à terme les réformes prévues.

L'évènement à Paris ne constitue qu'une première étape. Maintenant, il s'agit de rendre effectif ces promesses de financement afin de les traduire en des décaissements effectifs pour financer les différents projets d'investissements. Les autorités ont un important rôle à jouer, entre autres dans la poursuite des réformes qui ont été déjà entamées, notamment dans la réduction de la corruption, la réforme des entreprises publiques et l'amélioration du climat des affaires, ainsi que dans l'accroissement de sa capacité d'absorption. Parmi les raisons qui font que les bailleurs ne concrétisent pas les promesses d'aide, ou qu'ils allongent la période de décaissement, c'est qu'il y a une suspicion de leur part que l'aide ne sera pas effective ou mal absorbée. Et, habituellement, ces suspicions sont renforcées quand ils notent qu'il y a un problème de gouvernance.



PATRICK IMAM,
REPRÉSENTANT RÉSIDENT DU FMI

6,4 MILLIARDS DE DOLLARS, QUID DE LA CAPACITÉ D'ABSORPTION ?

Recevoir des aides est une étape importante, mais les dépenser l'est tout autant. Les pays en voie de développement se heurtent le plus souvent à une faible capacité d'absorption qui les empêchent d'utiliser les ressources de l'aide efficacement. Généralement, la faible capacité d'absorption fait référence aux contraintes micro-économique et macro-économique qui empêchent les pays bénéficiaires d'utiliser d'une façon optimale les aides reçues. Des institutions fragiles, des infrastructures insuffisantes ou des faibles capitaux humains sont des exemples souvent cités. Par exemple, un projet dont l'objectif est d'améliorer la disponibilité des médicaments auprès des usagers pourrait ne pas aboutir si les infrastructures routières pour acheminer les médicaments n'existent pas, ou bien que les personnels qualifiés pour les manipuler font défaut ou que les ressources financières destinées à financer le projet en question sont carrément détournées du fait de la prévalence de la corruption au niveau de l'administration où est implanté le projet.

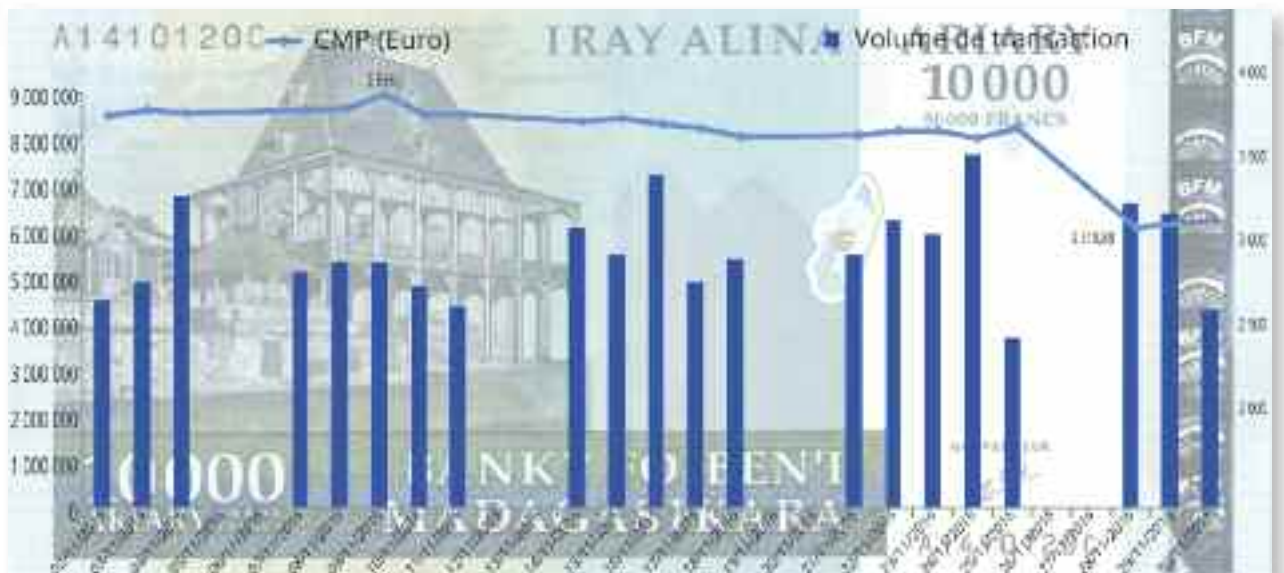
Toutefois, la faiblesse de la capacité d'absorption peut aussi faire référence aux différents facteurs qui rendent difficiles la gestion de l'aide et son utilisation et que les pays se doivent bien de maîtriser pour bien en profiter. Entre autres, on peut citer les difficultés de gestion macroéconomiques que les flux d'aide génèrent. En effet, ces derniers peuvent être à l'origine d'une appréciation en terme réel du taux de change et donc à une perte de compétitivité des exportations, comme ils peuvent être aussi à l'origine d'une pression inflation-

niste suivant l'utilisation de l'aide. Par ailleurs, les aides peuvent aussi inciter les gouvernements à collecter moins de recettes fiscales et saper ainsi les années d'efforts pour élargir la base fiscale. Les flux d'aide présentent également le risque d'affaiblir les institutions. Si elles ne sont pas bien utilisées, elles peuvent contribuer à exacerber la corruption étant donné que les fonds pourraient être détournés. Ces risques peuvent être, cependant, minimisés grâce à la mise en œuvre d'actions disciplinées et concertées pour adresser les défis macroéconomiques mais aussi microéconomiques.

Toutefois, il faut noter que, bien que le plus grand rôle dans le renforcement des capacités d'absorption incombe principalement aux pays bénéficiaires, les pays donateurs peuvent aussi y apporter leur contribution à travers des priorités propres qui épousent celles des pays bénéficiaires ou encore des procédures beaucoup plus allégées qui, idéalement, se posent sur les procédures nationales. Donc pour conclure, le succès de l'aide comme un instrument pour réaliser le programme de développement réside essentiellement dans cette capacité d'absorption. Et plus l'aide est énorme, plus les pays bénéficiaires devraient tout faire pour adresser ces différents facteurs de risques. Dans le cas de Madagascar, les promesses d'aide, qui apparaissent vraiment énormes, se montent à environ 60% du PIB. Aussi, les autorités se doivent de bien gérer ses politiques de façon à maximiser les retombées de l'aide tout en réduisant les risques de surchauffe pour son économie.

(Source FMI)

MIDOSCOPIE



En considérant la moyenne des volumes de transactions, la tendance à la hausse déjà constatée au cours des deux derniers mois se poursuit. Ce chiffre est de 5 547 051 euros au cours du mois de novembre (4 949 332 en septembre et 5 536 380 en octobre). En effet, le mois de novembre rentre dans la phase de préparation des fêtes de fin d'années pour les opérateurs commerciaux. Cependant, ce contexte n'a pas affecté notablement la parité monétaire. De 3 420,88 en septembre, puis de 3 511,16 en octobre, le prix de l'euro est de 3 482,84 Mga en novembre (moyenne des cours moyens pondérés), soit une légère appréciation de 28,32 points. Ainsi, sur le marché, l'offre de devises arrive à satisfaire la demande. Ce fait est sûrement lié aux transactions sur les produits de rente.